

Sociétés *en* changement

NUMÉRO 9 / MAI 2020



L'ÉCOFÉMINISME, UNE PERSPECTIVE POUR PENSER LA CRISE DE NOTRE ÉCOSYSTÈME ?

Pascale Vielle

Juriste, CIRTES (Centre interdisciplinaire de recherche *Travail, État et Société*)

Alain Henry¹

Physicien et économiste, Bureau fédéral du Plan

NL *Milieu, economische ongelijkheden tussen naties en tussen burgers, geslachtsongelijkheden, bevrediging van basisbehoeften: veel indicatoren stonden in het rood, zelfs voordat de COVID-crisis een aantal impasses in ons samenlevingsmodel aan het licht bracht. Onze meetinstrumenten, ook al proberen ze de complexiteit van het systeem te benaderen, bereiken hun grenzen. En het dominante paradigma, productivisme, is voor sommigen aan een grondige herziening toe. In ieder geval is dit de sterke stelling van het ecofeministische perspectief dat hier onder de loep wordt genomen.*

EN *Environment, economic inequalities between nations and between citizens, gender inequalities, satisfaction of basic needs: many indicators were in the red, even before the COVID crisis highlighted certain impasses in our model of society. Our measurement instruments, even if they try to approach the complexity of the system, are reaching their limits. And according to some people, the dominant paradigm, productivism, should be reexamined in depth. In any case, this is the strong thesis of the ecofeminist perspective put under the microscope here.*

Environnement, inégalités économiques entre nations et entre citoyens, inégalités de genre, satisfaction des besoins premiers : de nombreux indicateurs étaient au rouge, avant même que la crise du COVID19 ne souligne certaines impasses de notre modèle de société. Même s'ils tentent d'approcher la complexité du système, nos instruments de mesure atteignent leurs limites. Et le paradigme dominant, le productivisme, serait pour certains à réinterroger en profondeur. C'est en tout cas la thèse forte de la perspective écoféministe mise ici sous la loupe. Peut-elle offrir une grille de lecture de ces défis et ouvrir des pistes convaincantes ?

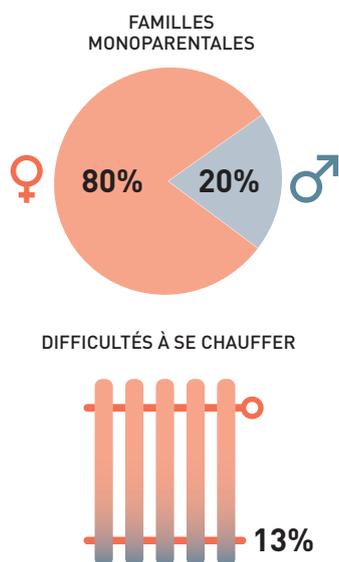
Mise en lumière par la crise du COVID19, la liste des défis sociétaux est longue. Commençons par le réchauffement global, un aspect emblématique de la dégradation de notre environnement. Les réponses politiques, même mises en œuvre, ne permettraient de l'éviter qu'en partie : le réchauffement atteindrait en effet 3°C d'ici la fin du siècle, bien au-dessus de l'objectif annoncé de 2°C. En parallèle, la diversité biologique s'appauvrit toujours plus vite. Réchauffement et perte de la biodiversité auront des effets dramatiques sur la production agricole, le niveau des mers, les événements climatiques extrêmes, l'approvisionnement en eau douce et en nourriture, mais aussi sur la santé publique – comme la multiplication des épidémies –, la pauvreté etc.

Autre constat : en Europe et aux Etats-Unis, les inégalités de revenus ont augmenté, pour atteindre un niveau comparable à celui, très élevé, du début du XX^e siècle, alors même que pour une partie de la population, des besoins essentiels ne sont pas rencontrés : santé physique et mentale, logement, réussite scolaire, alimentation de qualité. Les pays à faible revenu ont vu leur revenu moyen augmenter moins vite que les pays à revenu élevé (pays de l'OCDE), mais aussi que les pays à revenu intermédiaire. Parmi ces derniers, certains – comme la Chine ou le Brésil –

¹ La contribution de l'auteur à ce texte n'engage pas le Bureau fédéral du Plan.

DES CHIFFRES /

Les difficultés à se chauffer des femmes monoparentales



→ En Belgique, 13 % des familles monoparentales (dont environ 80 % sont des femmes seules) ont des difficultés à se chauffer. Cette proportion est plus faible pour les autres catégories de ménage (de 2 à 8 %). Mais fournir plus d'énergie aux ménages défavorisés, ce qui les aiderait certes à se chauffer, aggraverait le réchauffement climatique. Comme le proposent Frogneux et al. (2014), il s'agit d'aider les ménages défavorisés à se chauffer en dépensant moins d'énergie et en particulier sans énergie fossile. Doivent ainsi se combiner des politiques de soutien financier à l'isolation des bâtiments, d'accompagnement des démarches à mener, et d'éducation aux comportements économes en énergie.

Source : Frogneux, N., Luyckx, C., et Bartiaux, F., (2014). *Liberté individuelle et contraintes matérielles : une approche conceptuelle de la pauvreté énergétique en Belgique*, VertigO (la revue électronique en sciences de l'environnement), Vol. 14, n°13, en ligne.

Dans le paradigme politique productiviste, les critères majeurs de décision politique sont économiques : la croissance du PIB et de la productivité.

s'engagent dans une forme de rattrapage. Mais leur richesse n'est pas répartie de manière équitable, et progresse au mépris de considérations environnementales locales et globales².

Par ailleurs, fait trop peu souligné, les inégalités de genre perdurent. Dans certaines régions du monde, la situation des femmes reste dramatique, avec le viol utilisé comme arme de guerre, le taux très élevé de violence faite aux femmes, ou encore la déscolarisation des filles, voire même leur absence d'existence légale. Les pays de l'OCDE ne sont pas épargnés. En Belgique, même si certaines différences entre les femmes et les hommes se réduisent, les inégalités sur le marché du travail ou au sein de la famille demeurent significatives³.

Tantôt ces problèmes tendent à se renforcer mutuellement (le réchauffement climatique contribue aux pertes de biodiversité, par exemple à la destruction des forêts, qui capturent dès lors moins de CO₂, ce qui aggrave le réchauffement), tantôt la résolution de l'un peut en aggraver d'autres (aider les ménages à se chauffer pourrait par exemple augmenter la consommation en énergie fossile, voir ci-contre Des chiffres : Les difficultés à se chauffer des femmes monoparentales).

LE PRODUCTIVISME, PARADIGME DANS L'IMPASSE

Comment qualifier ce à quoi nous sommes confrontés ? Le paradigme politique dominant aujourd'hui – et ceci depuis le XIX^e siècle au moins – est le productivisme, tant dans les économies de marché que dans les régimes d'économie planifiée. Celui-ci aurait-il atteint ses limites ?

Pour répondre à cette question, il faut s'entendre sur ce que nous appelons un paradigme politique. Suivant Peter Hall, c'est « *un cadre d'idées et de normes qui spécifient non seulement les objectifs de la politique et le type d'instruments qui peuvent être utilisés pour les atteindre, mais aussi la nature même des problèmes qu'ils sont censés traiter. Comme une Gestalt, ce cadre, dans lequel travaillent les décideurs politiques, détermine la terminologie même par laquelle les décideurs politiques communiquent sur leur travail, et il a une influence précisément parce qu'il est considéré en grande partie comme allant de soi et ne peut être examiné dans son ensemble* »⁴.

Dans le paradigme politique productiviste, l'augmentation de la production constitue le cadre d'idées et de normes pour résoudre les problèmes auxquels les sociétés doivent faire face. Les critères majeurs de décision politique qui en découlent sont économiques : la croissance du PIB et de la productivité, la balance commerciale. C'est précisément ce raisonnement d'ensemble que l'on peut interroger. Du point de vue de l'environnement d'abord, la critique porte sur l'idée que la nature peut être exploitée sans contrainte et de manière illimitée. Or un assez large consensus se dégage aujourd'hui, parmi les scientifiques, pour considérer que le productivisme nous a mené à l'anthropocène, époque à partir de laquelle l'activité humaine

² Entre les années 80 et 2015, le rapport entre les revenus des 10 % les plus riches et des 10 % les plus pauvres est passé de 7 à 10 dans les pays de l'OCDE (Keeley, B., (2015), *Income Inequality: The Gap between Rich and Poor*, OECD Insights, OECD Publishing, Paris) et la concentration de CO₂ dans l'atmosphère est passée de 339ppm à 407ppm (www.indicators.be).

³ Selon les indicateurs rassemblés par le Bureau fédéral du Plan (www.indicators.be), le taux de risque de pauvreté est de 17,2 % pour les femmes et 15,6 % pour les hommes. Mais il est de plus de 40 % pour les familles monoparentales, qui sont à 80 % des femmes. En outre, selon l'Institut pour l'égalité des femmes des hommes, l'écart salarial (salaires horaires) entre les femmes et les hommes restait à 10% en 2017. En salaires annuels, étant donné que les femmes sont plus souvent en temps partiel, cet écart était de 24%.

⁴ Hall, P. A., (1993). "Policy Paradigms, Social Learning, and the State : The Case of Economic Policymaking in Britain", *Comparative Politics*, vol. 25, n°3 (Apr.), p. 275-296.

DES MOTS / Développement durable, *deep ecology*, et écoféminisme, des mouvements de contestation du productivisme

Plusieurs mouvements proposent une alternative au productivisme. À partir de critiques radicales de natures diverses, ils préconisent différentes approches systémiques des défis contemporains.

Le développement durable, critique de la croissance illimitée

Défini en 1987 par le rapport Brundtland, le développement durable prône « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de "besoins", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. » A cette définition s'ajoutent les 27 principes de Rio, adoptés en 1992 par l'ONU, qui demandent notamment l'élimination de la pauvreté ; une vision systémique des politiques ; la participation des populations concernées et la pleine participation des femmes. En 2015, le développement durable a été concrétisé par l'adoption à l'ONU de 17 objectifs universels de développement durable.

La *deep ecology* ou écologie profonde, critique de l'anthropocentrisme

L'écologie profonde se caractérise par la défense de la valeur intrinsèque des êtres vivants et de la nature, indépendante de leur utilité pour les êtres humains. Elle réinscrit les finalités humaines dans une perspective plus large que la satisfaction des besoins humains (anthropocentrisme), celle du vivant (biocentrisme), afin de prendre en compte les besoins de l'ensemble de la biosphère, notamment des espèces avec lesquelles la lignée humaine co-évolue depuis des milliers d'années.

L'écoféminisme, critique de l'androcentrisme

Comme l'écologie profonde, l'écoféminisme dénonce la conception de la discontinuité nature/humanité caractéristique du productivisme, mais considère que ce problème s'enracine dans un « cadre conceptuel d'oppression » qui oppose des concepts masculins et féminins en dévalorisant systématiquement le pôle féminin. Ce qui permet à Luyckx d'affirmer que : « la critique de l'anthropocentrisme moderne caractéristique de l'écologie profonde se transforme, du point de vue de l'écoféminisme, en critique de l'androcentrisme (...) et d'une même structure de domination qui prévaut vis-à-vis de l'altérité sexuelle, raciale, culturelle ou naturelle » (voir Pour aller plus loin, p. 7). L'écoféminisme propose une revalorisation et une réappropriation du pôle féminin de ce cadre, tant pour les femmes que pour les hommes, et une éthique de bienveillance et de solidarité.

L'écoféminisme est à la fois une philosophie, une mystique, une éthique, une esthétique, et un mouvement politique.

devient une force qui affecte géologiquement – et dangereusement – la planète, avec l'urbanisation, la déforestation, l'agriculture intensive au détriment de la qualité des sols, le recul de la biodiversité et l'utilisation massive de combustibles fossiles. Du point de vue des inégalités ensuite : le productivisme a eu pour effet de les creuser, entre groupes sociaux (niveaux de revenu, etc.), genres, mais aussi entre pays du Nord et du Sud. Enfin, pour certains, ce paradigme productiviste est indissociable d'un mode de représentation du monde qui segmente les secteurs et disciplines, et les soumet à la rationalité économique⁵.

Les critiques du productivisme ont été formulées par de nombreux courants de pensée (Voir ci-contre, Des mots : développement durable, *deep ecology*, et écoféminisme, des mouvements de contestation du productivisme). Parmi les plus audacieux, l'écoféminisme propose une alternative au productivisme à partir d'une lecture originale du monde contemporain et de ses origines : un nouveau récit, un nouveau « paradigme ».

QU'EST-CE QUE L'ÉCOFÉMINISME ?

Le terme « écoféminisme » est inventé par Françoise d'Eaubonne en 1972 dans son ouvrage majeur *Écologie et féminisme, révolution ou mutation*. Mais on peut déjà citer, par exemple en 1962, *Printemps silencieux*, le bestseller de Rachel Carson, dont le titre évoque un printemps où l'on n'entendrait plus le chant des oiseaux décimés par les pesticides.

Tenter de définir l'écoféminisme est cependant une gageure car cette perspective renvoie à un corpus de textes protéiforme dont certains « gestes » majeurs sont des poésies, des manifestes, des listes d'aphorismes ou des œuvres de différente nature, qui hybrident souvent des registres de discours (scienti-

fique, spirituel, politique, artistique). S'emparer de ce mouvement comme d'une autre perspective critique des sciences sociales peut même paraître risqué de notre point de vue de juriste et d'économiste. Dès son émergence, il entend en effet se soustraire à une intégration dans le discours scientifique, en cohérence d'ailleurs avec la critique qu'il fait de la science moderne (voir en p. 8, Des interprétations : Des voies scientifiques alternatives).

Il faut d'abord noter que l'écoféminisme est à la fois une philosophie, une mystique, une éthique, une esthétique et un mouvement politique. Il « trouve son unité dans

⁵ Supiot, A., (2015). *La gouvernance par les nombres*, Cours au Collège de France 2012-2014, Paris, Fayard.

le lien intuitif identifié entre l'instrumentalisation et la volonté de maîtrise de la nature et la domination masculine sur la femme ou le féminin »⁶.

Le courant écoféministe considère qu'il convient d'appréhender le paradigme politique dans lequel nous vivons comme un « cadre conceptuel d'oppression »⁷ : un ensemble de croyances, valeurs, attitudes et hypothèses théoriques articulées par une logique de domination. Ce cadre d'oppression consiste en paires conceptuelles disjonctives et exclusives caractérisées par une hiérarchisation des valeurs entre deux pôles, correspondant à la représentation du masculin et du féminin (universel vs particulier, abstrait vs concret, rationnel vs émotionnel, humain vs naturel, scientifique vs profane, etc.). Il fournit une structure générale d'argumentation qui, parce qu'il rend pensable l'oppression, la légitime.

L'écoféminisme se distingue de certaines formes de féminisme en refusant de tenir le discours de la « complémentarité » entre les hommes – assimilés au « masculin » – et les femmes – assimilées au « féminin ». Il vise une réappropriation par tous les êtres humains des valeurs et liens à la terre « féminins », dont les aurait privés le cadre conceptuel dominant. Leur lutte ne consiste pas à revendiquer les valeurs « masculines » pour les femmes. Au contraire, elle vise à se réapproprier, à réinventer et à revaloriser (« *Reclaim* ») le versant féminin de ces valeurs, en assumant la connexion de la terre et du féminin, et en proposant de réhabiliter l'ensemble des valeurs « inférieures » du cadre conceptuel d'oppression (le particulier, le concret, l'émotionnel, le naturel, le féminin), pour construire un nouveau modèle de société. Le courant écoféministe a donc pour projet de déconstruire toutes les dimensions de ce « cadre conceptuel d'oppression » pour venir à bout des systèmes de domination qui imprègnent notre culture. Les écoféministes qui privilégient un angle d'approche politique font reposer le productivisme et son fondement d'accumulation primitive sur la triple domination de la terre, des femmes et du Sud global (depuis la colonisation et l'esclavage, jusqu'aux formes contemporaines d'accaparement des terres et d'exploitation de la main-d'œuvre), les trois étant intrinsèquement liées. Apparaît ainsi dans la narration écoféministe une série de critiques adressées au productivisme et de réflexions qui pourraient être pertinentes pour engager une transition écologique et sociale.⁸

LE DIAGNOSTIC ÉCOFÉMINISTE DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE

Une première critique s'adresse à la présomption d'« illimitisme ». Françoise d'Eaubonne invente ce terme, qui renvoie à la fois à la surconsommation des ressources (et à l'extractivisme, ou le retrait du milieu naturel d'une ressource minérale, pétrolière, sylvicole, agricole, animale, etc., pour la vendre sur les marchés), et à la croissance démographique. Il répond à l'injonction de croissance économique perpétuelle, en révélant le postulat implicite, fondateur, du principe de la domination tant de la nature que des femmes et des pays du Sud. Nombre d'auteurs qui ne se réclament

6 Hache, E., (2016). *Reclaim, recueil de textes écoféministes*, collection Sorcières, Cambourakis.

7 Warren, K. J., (2009). « Le pouvoir et la promesse de l'écoféminisme », *Multitudes*, vol. 36, no. 1, pp. 170-176.

8 Parmi les plus connues, Mies, M. et Shiva, V. (1993). *Ecofeminism*, London, Zed Books ; Mellor, M., (1992). *Breaking the Boundaries. Towards a Feminist Green Socialism*, Londres, Virago Press ; Salleh, A., (1996). « Les femmes entre nature, travail et capital au cœur de la plus forte des contradictions. Les défis de l'écoféminisme », *Écologie politique*, pp. 107-128 ; Starhawk, (2019). *Quel monde voulons-nous ?*, traduit et présenté par Isabelle Stengers, Paris, Cambourakis.

● *Le refoulement des femmes du côté « inférieur » du cadre conceptuel d'oppression est associé à la dévalorisation du travail de « reproduction ».*

pas de l'approche écoféministe ont également interrogé la pertinence politique et la légitimité normative du dogme de la croissance⁹, dont le PIB constitue la mesure fondamentale. Comment accepter, comme interroge Bruno Latour « *que soient "objectives" des théories économiques incapables d'intégrer dans leurs calculs la rareté de ressources dont elles avaient pourtant pour but de prévoir l'épuisement ?* »¹⁰.

La deuxième critique concerne le déni des conditions matérielles de production sur lequel repose le productivisme. Elle considère que le refoulement des femmes du côté « inférieur » du cadre conceptuel d'oppression est associé à l'invisibilisation et à la dévalorisation du travail de « reproduction » au sens large (par opposition à la production), angle aveugle, non comptabilisé, des économies productivistes. Cette notion de reproduction renvoie aux tâches de soin et d'attention (le *care*), d'éducation ou domestiques qu'effectuent en général les femmes, souvent à titre gratuit. La division sexuelle des tâches est au cœur de la domination patriarcale, et maintenue par les inégalités et les violences de genre (Voir p. 6, Des chiffres : Les femmes au front de la crise sanitaire).

En même temps, en arrachant les femmes à la nature de différentes manières (médicalisation et contrôle de leurs corps, passage d'une agriculture vivrière à une agriculture intensive, etc.), le productivisme a entraîné une déconnexion entre d'une part l'approche pragmatique et sensible du réel, caractéristique du rapport qu'entretenaient les femmes à la nature et, d'autre part, sa représentation modélisée – en particulier à travers une généralisation de la gouvernance par les nombres. Pour les écoféministes, il s'agirait là d'une des causes fondamentales de la crise écologique.

Une troisième critique concerne le déni de l'interdépendance sur lequel repose le productivisme. Loin de concevoir l'individu comme un être humain isolé, la pensée écoféministe l'appréhende comme inséré dans des liens complexes de dépendance matérielle – et de continuité – avec la Terre (la nature, les êtres vivants), d'une part, et avec Autrui, de l'autre. Elle conçoit aussi les différentes formes de domination (des femmes, de la terre, des Suds), comme liées – et même indissociables – en raison de leurs modes communs d'exploitation, de leurs finalités identiques, de la manière analogue dont elles sont enchâssées dans le cadre conceptuel d'oppression et de leur destinée : le productivisme ne peut se passer d'aucune.

DE LA CONFECTION DOMESTIQUE DES MASQUES...

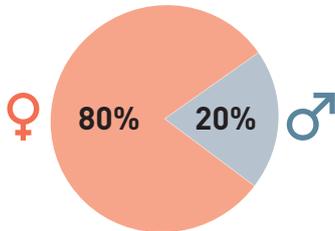
Pour aborder la gestion de la crise sanitaire du COVID19, l'approche écoféministe s'appuierait sur une expérience concrète et intime de cet événement : comme la confection domestique de masques pour se protéger et protéger autrui. Cette pratique est en effet emblématique des activités de *care* et de la réappropriation d'un savoir-faire « féminin ». Dans cette expérience, les couturières prennent conscience de la pénurie de masques pour de nombreux publics vulnérables et pour les métiers du soin et de l'éducation, questionnent le rapport des matériaux de fabrication du masque à la nature et à l'environnement (sa matière, son caractère réutilisable

9 Meda, D. (2013). *La Mystique de la croissance. Comment s'en libérer ?*, Paris, Flammarion ; Thiry, G., (2017). « L'économie écologique pour penser la post-croissance et façonner de nouveaux indicateurs de soutenabilité », in Cassiers, I., Maréchal, K. et Meda, D., *Vers une société post-croissance. Intégrer les défis écologiques, économiques et sociaux*, L'aube, pp. 153 à 180.

10 Latour, B., (2017). *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, p. 86.

DES CHIFFRES / Les femmes au front de la crise sanitaire

LES PROFESSIONNELS DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

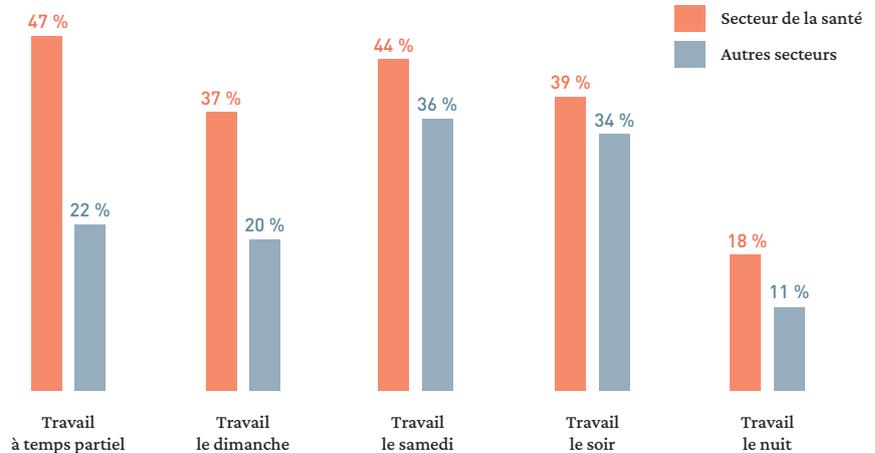


→ Le secteur de la santé humaine et de l'action sociale regroupe des métiers du soin, mais aussi des travailleurs sociaux, du personnel administratif, du personnel de nettoyage et d'entretien, etc. Les femmes y sont donc largement majoritaires – avec une représentation importante de femmes issues de l'immigration.

En Espagne, dans le personnel de la santé, 7482 hommes et 23178 femmes (soit 76% de femmes) ont été contaminés par le COVID en raison de l'absence de prévention efficace (El Publico, 06/05/2020).

Sources : Statbel

ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL SUIVANT LES SECTEURS



→ Symptôme d'un métier peu valorisé : le secteur de la santé recourt beaucoup au travail à temps partiel.

plutôt que jetable), ainsi que les conditions de production du tissu (souvent par des femmes ou des enfants exploités au Sud, puis consommé au Nord), font le constat d'une perte de maîtrise des chaînes d'approvisionnement du tissu et de l'élastique, interrogent le postulat de la gratuité de la confection, constatent les carences d'organisation de la production, de la distribution et de l'information aux utilisateurs, etc. Leur expérience ouvre un vaste champ d'organisation (réseaux locaux de solidarités féminines pour résoudre les difficultés, outils pédagogiques pour les publics précaires), de mobilisations (masques munis de slogans) et de propositions concrètes, comme la formation de toutes et tous aux métiers manuels – ici la confection –, la relocalisation de chaînes de production et d'approvisionnement éthiques et respectueuses de la nature, la revalorisation des métiers du *care*, un accès universel et effectif – notamment par des outils pédagogiques – à la prévention (logement, hygiène, dépistage, masques) et aux soins, etc.

... À LA TRANSFORMATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Conjugée aux valeurs de l'écoféminisme, cette approche pragmatique, enracinée au plus près de l'expérience des femmes, conduit en définitive à imaginer une transformation radicale de la sécurité sociale, au service d'une transition environnementale alliée d'une justice sociale. Le maintien d'un système de sécurité sociale solide est nécessaire, comme l'a illustré le mouvement des gilets jaunes, et comme le démontre à son tour la crise du COVID19. Avec d'autres théories, l'approche écoféministe montre que la sécurité sociale forme avec le modèle économique dans lequel elle s'inscrit un « écosystème », dont l'équilibre exige une adaptation réciproque constante (Voir Pour aller plus loin, en p. 7). La sécurité sociale est née et s'est développée dans un régime économique productiviste ; la transition vers un nouveau paradigme suppose donc de la repenser à la racine.

Dans un régime non productiviste, le financement pourrait reposer en partie sur une fiscalité environnementale, plus progressive et redistributive, qui assure une solidarité entre les responsables – et bénéficiaires – de la crise écologique d'un

Cette approche conduit à imaginer une transformation radicale de la sécurité sociale, au service d'une transition environnementale alliée d'une justice sociale.

POUR ALLER PLUS LOIN

Degavre, F., Nyssens, M. (2010).

“Care as a Social Construct: The Case of Home Care Workers in Contemporary Belgium”. In:

Addabbo, T., Arrizabalaga, M.-P., Borderías, C., Owens, A., *Gender Inequalities, Households and the Production of Well-Being in Modern Europe*, Ashgate: Aldershot (UK), Burlington, VT (USA), p. 145-162.

Luyckx, C., (2015). verbo

« Ecoféminisme » in Bourg, D. et Papaux, A., (Dir). *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, PUF.

TFDD (2019). Quelle priorité pour un développement durable ? Rapport fédéral sur le développement durable 2019. Bruxelles, Task force développement durable du Bureau fédéral du plan, www.plan.be.

Vielle, P. (2019). Le régime de transition climatique comme “écosystème”, quels fonction, financement et périmètre pour la sécurité sociale ? Audition de la Commission des affaires sociales de la Chambre sur le financement et l’accessibilité de la sécurité sociale (Bruxelles, Chambre des représentants, 05/11/2019).

côté, et les personnes les plus exposées aux risques environnementaux, y compris épidémiologiques, de l’autre.

L’approche écoféministe, centrée sur l’être humain et la réappropriation de sa relation à la nature et à son environnement, placerait le *care* au centre du système. Ainsi, les tâches de reproduction seraient soutenues et valorisées dans la sphère privée (congé spécifiques pour prendre soin de personnes dépendantes, ou pour accompagner la scolarité d’enfants pendant un confinement) et sur le marché du travail (meilleure reconnaissance des risques professionnels liés au métier du soin, par exemple).

Par ailleurs, face à l’extrême vulnérabilité de certains publics comme les sans-abris ou les sans-papiers, mise en lumière par la crise du COVID19, la perspective écoféministe suggérerait que les prestations de sécurité sociale couvrent les besoins premiers (la santé, la nourriture et l’eau, l’énergie, un logement), et soient conçues à la fois pour réduire notre impact environnemental et nous adapter au réchauffement climatique (circuits d’approvisionnement courts, logement isolé). Les prestations en nature (par exemple sous forme de masques ou d’un service public hospitalier) seraient préférées aux prestations en espèces qui entraînent des effets d’aubaine et favorisent la surconsommation. Le principe d’universalité devrait s’appliquer, plutôt que celui du rattachement à un statut professionnel (indépendant ou salarié); les prestations qui couvrent des besoins premiers devraient bénéficier à toutes les personnes qui se trouvent sur le territoire (« universalisation »)¹¹.

Dans la perspective écoféministe, la sécurité sociale serait considérée comme un « commun », soit une ressource partagée, gérée et maintenue par une communauté. Cette communauté aspirerait sans doute à ce que le système ne se borne pas à une redistribution mécanique des biens et des services (« solidarité froide »), mais « facilite » la réappropriation par ses bénéficiaires de savoir-faire et de fonctions sociales essentielles (relative autonomie alimentaire, repair cafés, etc.) et de l’environnement immédiat (« solidarités chaudes »). En encourageant l’engagement communautaire, par exemple, par une compensation sous forme de réduction collective du temps de travail.

Rejoignant certains courants de la recherche contemporaine, l’écoféminisme invite en conclusion les chercheurs à transformer à la fois leurs méthodes, leur cadre d’analyse, et leur fonction sociale pour repenser notre écosystème et la crise qu’il affronte (Voir p. 8, Des interprétations : Des voies scientifiques alternatives). Il les appelle à une approche sensible, pragmatique et en relation avec les individus sujets de recherche. Cette perspective est porteuse d’un nouveau paradigme fondé sur la finitude des ressources de la planète, – et dès lors sur l’abandon de la croissance économique et de l’extractivisme –, sur la continuité entre nature et culture humaine et sur l’abolition radicale des rapports de domination à l’égard des femmes et du Sud. Fondé aussi sur une éthique de l’« engendrement », qui réhabilite l’enjeu de la reproduction caractérisée par les valeurs de bienveillance, de *care*, de solidarité, et d’autonomie.

● *La sécurité sociale serait considérée comme un « commun », soit une ressource partagée, gérée et maintenue par une communauté.*

¹¹ Ces propositions rejoignent en partie celles de l’Organisation internationale du travail, ou de la Confédération internationale des syndicats Cf. AFD-ILO Portal on Social protection and climate change : greener economies and just societies (<https://www.social-protection.org/gimi/ShowProject.action?id=3046>) ; ITUC economic and social brief : the role of social protection in a just transition (https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/role_of_social_protection_in_a_just_transition_en.pdf)

DES INTERPRÉTATIONS / Des voies scientifiques alternatives

Les cadres et théories qui traversent le champ scientifique sont hétérogènes. Si le positivisme est souvent à l'origine d'une conception abstraite et mécaniste des faits scientifiques, cette approche est contestée par de nombreuses voies scientifiques alternatives : une science plus attentive aux structures sociales (structuralisme), à l'expérience vécue (pragmatisme), à la construction sociale de la réalité (constructivisme), à la diversité des valeurs (interprétativisme), etc. Pour affronter la crise de notre écosystème, la remise en question de l'approche scientifique prend également d'autres voies :

La vision intégrée et systémique du développement durable

Comme la Task force développement durable du Bureau fédéral du Plan a pu le montrer, l'approche de développement durable, telle que définie en 1987 par le rapport Brundtland et les conférences de l'ONU (Rio 1992 et suivantes) n'est pas une priorité pour le gouvernement belge (Voir Pour aller plus loin, p.7). Elle propose pourtant depuis longtemps d'adopter une vision intégrée et systémique des défis auxquels l'humanité fait face, tenant compte des limites de la planète.

L'approche scientifique – que l'on peut aussi qualifier d'épistémologique – en serait un des obstacles, par une formulation segmentée des cadres de pensée et des modèles. Les travaux scientifiques intégrant de façon systémique les dimensions humaines, sociales, environnementales et économiques sont rares, ou limités aux interactions entre deux ou au mieux trois domaines.

Dechezleprêtre et ses collègues mettent par exemple en évidence les impacts négatifs de la pollution atmosphérique sur la productivité, en montrant que la pollution par les particules fines affecte la productivité des travailleurs et le PIB. Ils suggèrent que les coûts des politiques de dépollution sont largement inférieurs à leurs bénéfices¹. Pourtant, ces effets négatifs de la croissance économique ne sont pas pris en compte dans les modèles macroéconomiques qui alimentent aujourd'hui les institutions de politique économique.

En outre, les modèles macroéconomiques n'appréhendent en général que l'économie d'un seul pays ou bloc de pays (comme l'UE). L'impact sur les pays tiers de nos exportations et importations n'est pas pris en compte. C'est le cas notamment des exportations subsidiées de lait européen vers l'Afrique, qui appauvrissent les producteurs locaux et ont d'importants impacts sociaux dans les zones agricoles. C'est aussi le cas de

nos exportations de déchets, qui génèrent de la pollution chez les destinataires, souvent des pays pauvres, sans parler de la pollution qu'entraîne à l'étranger la production des biens que nous consommons.

La nouvelle narration de l'approche écoféministe

L'écoféminisme, lui aussi, englobe dans son projet de transformation de nos cadres de pensée une critique fondamentale de certains développements de la science depuis l'époque moderne, qu'il considère comme indissociable du productivisme et au service de celui-ci. L'approche écoféministe remet ainsi en cause les représentations fondées sur une organisation hiérarchique dominée par la raison économique, et exprimées par des indicateurs quantifiés. Ces indicateurs donnent de notre monde infiniment dense et complexe une représentation modélisée et réductrice, et le soumettent à une logique économique qui s'appuie sur les rapports de domination dénoncés. De telles approches reflètent, pour le courant écoféministe, des modes de pensée spécifiquement « masculins » selon le « cadre conceptuel d'oppression » évoqué. On pourrait prendre l'exemple de l'évaluation d'une production agricole à l'aune d'un indicateur de rendement au mètre carré, plutôt que d'une attention première à la qualité du sol, ce qui conduit à le surexploiter et à l'appauvrir.

Par ailleurs, comme l'observe Luyckx, la critique écoféministe s'accompagne d'une « critique dirigée envers la distinction clairement établie entre le scientifique et le profane, dont la science moderne est porteuse et qui aurait jeté le discrédit sur un ensemble de connaissances traditionnelles, portées en grande partie par les femmes » (Voir Pour aller plus loin, p. 7).

Leur critique épistémologique conduit les écoféministes à privilégier une approche pragmatique, sensible, émotionnelle, matérialiste ; une pensée holiste, subjective et particulariste, qui relèverait plutôt du « féminin »². Pour l'écoféministe Mary Mellor, « *knowledge of the natural world is a "conversation", not a discovery* »³. Leur approche fait fi des clivages disciplinaires et adopte souvent les registres de la narration. Le récit se trouve dès lors au cœur de nombreux textes écoféministes, comme si la tradition – au sens de « transmission » – du récit par les femmes constituait également un enjeu fondamental de *reclaim*, de réappropriation.

1 Dechezleprêtre, A., Rivers, N., and Stadler, B., *The economic cost of air pollution: evidence from Europe*, OECD Economic department working paper 1584, ECO/WKP(2019)54.

2 Puig de la Bellacasa, M., (2013). *Politiques féministes et construction des savoirs*. « Penser nous devons ! », Paris, L'Harmattan, coll. « Ouverture philosophique ».

3 Mellor, M., (1997). *Feminism and Ecology*, New York, New York University Press.

COORDINATION**Rédaction en chef**

Gaëlle Gaëtane Chapelle

> gachapelle@gmail.com

> +32 495 36 11 09

Graphisme et mise en page

Marie-Hélène Grégoire (misenpage.be)

Editeur responsable

Matthieu de Nanteuil, Institut IACCHOS, place Monstequieu 1,
1348 Louvain-la-Neuve

COMITÉ DE RÉDACTION

Jean-Michel Chaumont

> jean-michel.chaumont@uclouvain.be

Matthieu de Nanteuil

> matthieu.denanteuil@uclouvain.be

Patricia Vendramin

> patricia.vendramin@uclouvain.be

Marc Zune

> marc.zune@uclouvain.be